



## Le recours discret

Avec la même innocence, Hussein et Fahd réclament un Etat palestinien... en faisant tout pour qu'il ne soit pas réellement indépendant.

Personne en Jordanie ne songe plus à célébrer, onze ans après, l'anniversaire de Septembre noir. Les plaies ont été pansées, et, le « nettoyage » terminé et oublié, le royaume s'est rangé sous la bannière du refus modéré, attendant patiemment son heure. Très discrètement, la Jordanie se pose en recours contre l'obstacle auquel se trouvent confrontées les négociations sur le Proche-Orient.

Dans cette perspective, la diplomatie jordanienne développe deux lignes convergentes : la reconnaissance de l'O.L.P. comme représentant unique du peuple palestinien, d'une part, la revendication des droits administratifs jordaniens sur les territoires occupés, de l'autre. Ce faisant, le roi Hussein se donne les moyens de proposer aux Palestiniens une forme de fédération entre la Jordanie hachémite et l'Etat palestinien dont tout le monde attend l'instauration sur la rive gauche du Jourdain.

Mais la position jordanienne à l'égard des Palestiniens n'est pas toujours très claire. Si la reconnaissance de l'O.L.P., en 1974, au sommet de Rabat, demeure la pierre angulaire de la politique arabe de la Jordanie, c'est tout autre chose d'ouvrir les frontières du royaume à la Résistance palestinienne. Hussein peut bien défendre l'O.L.P. dans ses déclarations à la presse occidentale, cela ne l'empêche pas de refuser obstinément la reprise de l'action des fedayine à partir de la Jordanie, ce qui permettrait à la Résistance d'alléger la pression qui pèse sur elle au Sud-Liban. Hussein ne veut pas tenter le destin deux fois.

Le roi a d'ailleurs pris des précautions : en 1974, alors même qu'il reconnaissait l'O.L.P., il entreprenait de jordaniser les institutions du royaume, dont 60 % de la population sont de souche palestinienne. Le Parlement, qui fut alors dissous, n'est toujours pas remplacé. Les dirigeants jordaniens prennent prétexte de l'occupation de la Cis-jordanie pour justifier leur refus d'organiser des élections générales.

L'attitude de la Jordanie à l'égard de la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies est aussi ambiguë. Il y a quelques mois, le Premier ministre jordanien, M. Badran, connu pour son hostilité à la



Résistance palestinienne — c'est l'un des maîtres d'oeuvre des massacres de septembre 1970 —, estimait que la résolution 242, qui nie l'existence du peuple palestinien, était toujours valable pour la recherche d'un règlement au Proche-Orient. Mais le roi Hussein déclarait récemment, lors de sa visite en France, que « les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité sont, de toute évidence, incomplètes, donc inefficaces ».

### **Le fruit mûr**

A la même occasion, Hussein avançait la possibilité d'un amendement de ces résolutions, à l'initiative de l'Europe, dans le sens d'une reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Les Palestiniens seraient alors invités à une conférence internationale groupant toutes les parties du conflit, toujours à l'initiative de l'Europe. Mais, si Hussein insiste pour qu'une telle conférence aboutisse à un règlement global, qui engagerait aussi bien les Etats-Unis que l'Union soviétique, il se garde bien de préciser le fond de sa pensée quant au statut du futur Etat palestinien. Inutile de dire que, en reprenant son aide aux sept cent cinquante mille Palestiniens de Cisjordanie, le monarque jordanien cherche à garder ses atouts en main, en attendant une éventuelle conférence internationale. Il n'ignore pas que trop de parties tentent à tout prix d'éviter la création d'un Etat palestinien entièrement indépendant. Le fruit sera alors mûr pour le « petit roi ».

La question de la Cisjordanie ne fait cependant pas l'unanimité des dirigeants jordaniens. Un courant influent conduit par le prince héritier, Hassan, soutient que la Cisjordanie est un fardeau trop lourd pour le fragile royaume hachémite et qu'il faudrait par conséquent y renoncer. Hussein a officiellement adopté cette dernière position, sans pour autant renoncer à son ancienne aspiration à la création d'un Royaume arabe uni. Pour lui, il faut manoeuvrer de sorte à se ménager la possibilité de récupérer les territoires occupés sans avoir l'air d'y être attaché outre mesure.

Les ouvertures de Hussein en direction de l'Europe témoignent de sa volonté de réunir les conditions les plus favorables à son projet. Les Américains, agacés par son opposition au processus de Camp David, pourraient en effet être tentés de le sacrifier pour installer une direction palestinienne de droite à Amman. Il y a quelques années, on se demandait souvent, dans les chancelleries occidentales : « *A quoi servent Hussein et son royaume ?* » Il y avait fort à parier qu'un projet de « palestinisation » de la Jordanie dort dans les tiroirs de l'administration américaine. Cette crainte explique peut-être la



soudaine sympathie que Hussein s'est découverte, depuis 1979, pour Yasser Arafat, qui serait en pareil cas l'autre perdant, et l'obstination qu'il met à défendre publiquement l'O.L.P.

Hussein escomptait beaucoup une victoire des travaillistes aux élections israéliennes. Les travaillistes sont, on le sait, partisans d'une option jordanienne que Hussein fait mine d'ignorer. Son frère, le prince héritier Hassan, avait rencontré, il n'y a pas si longtemps, le leader travailliste israélien, Shimon Pérès. La reconduction de Menahem Begin retardera sans doute cette option, tant le Premier ministre israélien est attaché au processus de Camp David.

### **L'Arlésienne européenne**

Les attermoissements des pays européens qui se refusent à concrétiser le fameuse initiative européenne — cette « Arlésienne », comme dirait le président syrien Assad — et la politique américaine visant à occulter les problèmes du Proche-Orient face à la pseudo-menace soviétique reportent encore les échéances. Mais Hussein ne s'en porte pas plus mal. Au contraire. Le royaume hachémite profite largement de la politique du refus. Les largesses de l'Arabie saoudite ne lui sont pas comptées, car le prix de son « arabité » est très élevé. Lors du sommet de Bagdad, et pour la récompense de son hostilité à Camp David, la Jordanie s'était vu allouer 1 250 millions de dollars, soit plus du double de l'assistance financière qu'elle recevait annuellement des Etats arabes. Son hostilité au régime syrien, coupable, aux yeux de Riyad, de « trop de refus », lui a encore valu d'autres récompenses, prodiguées par le nouveau gendarme de la région et son allié, l'Irak.

Sa position aujourd'hui, à mi-chemin entre la reddition de Sadate et la politique de confrontation de la Syrie, fait de la Jordanie une pièce maîtresse sur l'échiquier du Proche-Orient. Conscient de ses atouts, Hussein se démène pour les concrétiser. Mais il est désormais trop avisé pour laisser sa réputation de nationaliste s'entacher de quelque trahison. Après vingt-huit ans de règne, il est dans la position la plus forte. Malgré les tentatives d'attentat dont la presse étrangère se fait régulièrement l'écho — pas moins que deux au cours du mois écoulé, selon les journaux libanais —, il a de fortes chances de rester encore longtemps sur le trône. Surtout depuis que l'on parle d'un certain plan Fahd. Avec la même innocence Hussein et Fahd réclament un Etat palestinien. Tout en sachant qu'il faut tout faire pour qu'il ne soit pas réellement indépendant.

**Samir Kassir**



AFRIQUE – ASIE  
Lundi 28 Septembre 1981

<b>Id-Reference</b>	<b>81-Pr-000592</b>
<b>Media (Support)</b>	HC
<b>Title</b>	Le recours discret
<b>Subtitle</b>	Le fruit mûr – L'Arlésienne européenne
<b>Section</b>	Jordanie
<b>Language</b>	Français
<b>Source</b>	Afrique – Asie
<b>Page</b>	25 – 26
<b>Date</b>	No 249, Lundi 28 septembre 1981
<b>Author</b>	Selim Khabil – (Samir Kassir)
<b>Co-Author</b>	
<b>Keywords</b>	
<b>Persons</b>	Roi.Hussein – Prince.Hassan – Yasser.Arafat – Fahd – Shimon.Pérès – Menahem.Begin – Hafez.Assad – Anwar.Sadate
<b>Locations</b>	Jordanie – Proche.Orient – Palestine – Rabat – Syrie – Riyad – Sud.Liban – France – Europe – Etats.Unis – Amman – Arabie.saoudite – Irak
<b>Dates</b>	1974, ...:09:1970, 1979
<b>Themes</b>	Jordanie – négociations – Proche.Orient – O.L.P – Palestine – peuple.palestiniens – roi.Hussein – fédération – Jordanie.Hachémite – sommet.Rabat – politique.arabe – résistance.palestinienne – Cisjordanie – conflit - élections.générales – résolution.242 – M.Badran – résolution.338 – Conseil.sécurité – Europe – Sud.Liban – royaume.Hachémite – monde.arabe – conférence.internationale – Etats.Unis – Prince.héritier.Hassan – Etat.Palestinien – arabes – Américains – Camp.David – élections.israéliennes - parti.travaille – Arlésienne – sommet.Bagdad – régime.syrien - Fahd
<b>Subject</b>	



AFRIQUE – ASIE  
Lundi 28 Septembre 1981